

# PalestineSolidarité, le 1 er

## **Mali : Le tonitruant silence du «planqué de Dakar»**

«Dès que quelqu'un comprend qu'il est contraire à sa dignité d'homme d'obéir à des lois injustes, aucune tyrannie ne peut l'asservir». Gandhi

Un an après la chute de Kadhafi, la zone sahélienne prend l'allure d'une zone de non droit de 4 millions de km<sup>2</sup>, fief de groupements salafistes, qui auront mis à profit les chaos libyen et malien pour sanctuariser durablement leurs bases dans le Nord du Mali. La talibanisation de la Libye sur le modèle Afghan tant redoutée lors de l'intervention atlantiste contre Tripoli s'est ainsi réalisée, en fait, dans le pays voisin, au Mali, un an plus tard.

### **Vers la talibanisation du Nord Mali.**

Au point que l'Algérie a invité le Conseil de Sécurité à mettre en œuvre une intervention internationale, le Maroc a réclamé une «internationalisation de la crise malienne» et que Français et Américains envisagent une intervention conjointe sous couvert de leur pupille africain, la CEDEAO, dans la foulée du saccage des lieux saints de Tombouctou, en juin 2012, qualifiée par le président de la Cour Pénale Internationale de «crime contre l'Humanité».

Ferme soutien de la Libye tout comme la plupart des pays africains, au nom du principe de non-ingérence, le Mali apparaît comme la victime collatérale d'un jeu de billards à trois bandes entre le Qatar, le libyen Mouammar Kadhafi et le français Nicolas Sarkozy, à l'arrière-plan de l'intervention de l'OTAN contre ce pays africain, au printemps 2011, sous couvert d'ingérence humanitaire.

La chute de Tripoli aux mains des islamistes pro-Qatar, en projetant dans l'espace malien les soldats perdus de l'ancienne populocratie (Jamahiriya), a accentué la déstabilisation du Mali, considérablement fragilisé auparavant par trente ans d'une gestion calamiteuse doublée d'une forme d'abdication de la souveraineté nationale, dont le fait le plus pervers aura été la cession à la Libye de terres arables pour une durée de cent ans, la forme insidieuse d'un néocolonialisme économique.

Recrutés pour sécuriser le sud de la Jamahiriya et soutenir la croissance économique libyenne, en véritables soldats laboureurs dans l'optique de Kadhafi, le reflux massif des Touaregs vers leur ancienne zone de déploiement au Mali et au Niger, a provoqué une modification de la donne régionale.

Anciens vigiles de l'empire islamique, dont ils constituaient avant terme les forces de déploiement rapide, les Touaregs, littéralement en arabe, «Al- Tawareq-Les urgences» caressent le projet de détacher du Mali, le territoire de l'Azawad, dans le nord du pays.

Géographiquement, à des milliers de kilomètres de la capitale malienne, Bamako, en concurrence avec Al-Qaeda au Maghreb islamique (AQMI), le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL) a développé à Ménaka, Gao et Tombouctou, une action en vue de réunifier, sous son égide, l'ensemble des populations azawadies dans toutes leur composantes: Songhay, Touareg, Arabes, Peuhls, afin de réussir l'Unité du Peuple de l'Azawad.

Jouant de l'effet de surprise, visant tout à la fois à crédibiliser leurs revendications et à impressionner la population, «Ansar Eddine» (Les partisans de la religion) supplanteront au poteau les combattants de l'Azawad, infligeant une série de revers militaires aux troupes gouvernementales, fragilisant considérablement le pouvoir central, en révélant au grand jour son impéritie.

En deux mois de combats, l'armée malienne a perdu le contrôle de la plus grande partie de l'Azawad, avec des pertes de militaires tués, capturés ou déserteurs estimées à un millier d'hommes environ. Les deux tiers du territoire malien échappent ainsi depuis mars 2012 à l'autorité du pouvoir central.

### **Le Qatar avec en point de mire l'Algérie**

Anticipant la perte de ses deux alliés régionaux, le clan Sarkozy en France et la dynastie Wade au Sénégal, alors que sa bataille de Syrie marquait le pas avec le revers de Bab Amro, en février 2012, le Qatar a entrepris de financer la guérilla dans le Nord du Mali afin de disposer d'un levier d'influence dans une zone stratégique pour son protecteur américain, aux confins des gisements d'uranium du Niger et de la zone pétrolifère de l'Algérie.

Premier de toute la presse à désigner du doigt le Qatar, le journal Malien «l'Indépendant» a annoncé le 6 avril 2012, au lendemain de l'enlèvement du consul d'Algérie par «le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest», une livraison d'armes du Qatar par avion-cargo à l'aéroport de Gao, à destination des rebelles. Un comité d'accueil avait même été formé autour de l'appareil sous la conduite d'Iyad Ag Ghaly, le chef du mouvement islamiste salafiste Ansar Eddine, nouveau maître de

Tombouctou et de Kidal en coopération avec l'AQMI. L'ancien consul du Mali à Djeddah (Arabie Saoudite), avait profité de son statut de diplomate pour nouer des relations avec des organisations islamiques de la région.

Une deuxième opération cargo a eu lieu après la prise de Tessalit le 10 mars 2012, déversant une importante quantité d'armes sophistiquées, des munitions et des 4x4 pour le compte des assaillants, probablement lorsque Ansar Eddine a évincé le MNLA de la région.

Le «Canard Enchaîné» a enfoncé le clou, le 6 juin 2012, précisant que le Qatar a livré une aide financière aux mouvements armés qui ont pris le contrôle du Nord du Mali, notamment le groupe Mujao qui retient en otage sept diplomates algériens depuis le 5 avril 2012. Trois d'entre eux ont été, depuis lors, libérés.

Dans cet article intitulé «Notre ami du Qatar finance les islamistes du Mali», l'hebdomadaire satirique soutient que la Direction du renseignement militaire (DRM), qui relève du chef d'état-major des armées françaises, a recueilli des renseignements selon lesquels «les insurgés du MNLA (indépendantistes et laïcs), les mouvements Ansar Dine, Aqmi (Al Qaïda au Maghreb islamique) et Mujao (djihad en Afrique de l'Ouest) ont reçu une aide en dollars du Qatar».

Un an après la chute de Kadhafi, la zone sahélienne a ainsi pris l'allure d'une zone de non droit de 4 millions de km<sup>2</sup>, un périmètre, sous surveillance électronique de l'aviation américaine, vers où convergent désormais les islamistes du Sud du Niger, du Tchad et du Nigeria (Boko Haram), plaçant l'Algérie face à un redoutable dilemme d'accepter le développement de l'insurrection islamiste à sa frontière sud, ou de tolérer une intervention militaire de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), sous forte tutelle des Etats-Unis et la France.

On prête aux pays occidentaux l'intention d'obtenir de la future République Azawad ce qu'ils n'ont pu obtenir du Mali, à savoir la base de Tessalit hautement stratégique au plan économique et militaire, ainsi que de la fermeté dans la lutte contre l'émigration «clandestine».

Une manœuvre destinée, en complément, à prendre de revers l'Algérie, l'alliée de la Russie, le protecteur de la Syrie, de surcroît, le dernier état séculier arabe à avoir échappé aux manœuvres de déstabilisation des pétromonarchies du Golfe que le Qatar avait menacé de représailles pour s'être opposé à l'exclusion du régime alaouite de la Ligue arabe.

L'Algérie s'est opposée à l'intervention de l'Otan en Libye pour dégager Kadhafi et à la déstabilisation de la Syrie. Elle est hostile à un débarquement de troupes étrangères sur le sol malien. Un engagement militaire de sa part est d'autant plus aléatoire que sept diplomates algériens sont détenus depuis le 5 avril 2012 par le Mujao qui réclamerait quinze millions d'euros contre leur libération. ((Trois d'entre eux ont été libérés le 13 juillet 2012)).

L'Algérie, qui partage plus de 1 300 km de frontières avec le Mali, conditionnerait son éventuelle intervention à l'acquisition de drones américains de surveillance, mais se heurte sur ce point au refus des Américains de céder ce matériel sophistiqué à un pays proche de la Russie et de la Syrie.

Selon le Washington Post, en date du 14 juin 2012, un programme de surveillance et d'intelligence dénommé Sand Creek, opère à partir d'une petite base aérienne installée sur le côté militaire de l'aéroport international d'Ouagadougou (Burkina Fasso). Une vingtaine de ces petits avions espions survolent déjà le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad.

La démarche occidentale est toutefois frappée d'incohérence en ce que la France et les Etats-Unis pressent l'Algérie d'agir sans jamais songer à envisager des sanctions contre le grand perturbateur de la zone, le Qatar, le bailleur de fonds d'Ansar Eddine, l'un des meilleurs alliés du bloc atlantiste.

Demander à l'Algérie de faire «le sale boulot» sans lui en donner les moyens, au prétexte de son alliance avec la Russie et la Syrie, sans songer à brider le Qatar, sans exiger des comptes du Qatar pour le gâchis architectural provoqué par leur poulain, relèverait sinon de la chimère en tout cas de la désinvolture, certainement du plus grand mépris pour les peuples du quart-monde.

Mettre sur pied un tribunal ad hoc pour juger les assassins de l'ancien premier ministre sunnite libanais Rafic Hariri, en y consacrant plusieurs centaines de millions de dollars, et laisser vaquer en toute impunité les bailleurs de fonds des brigands et des pilleurs du patrimoine de l'humanité, relève de l'imposture politique et de la forfaiture morale, en tout cas une insulte à l'intelligence humaine.

Le réalisme commanderait, parallèlement à la comparution des dirigeants du Qatar devant la Justice internationale, la mise sur pied d'une force interafricaine constituée d'unités de pays politiquement crédibles tels l'Algérie et l'Afrique du Sud, et non de pays appendices de la stratégie franco israélienne, notamment le Burkina Fasso et la Côte d'Ivoire, voire même le Sénégal, hôte du président déchu Ahmad Amani Touré. A défaut, lancer une guerre de libération nationale afin que les Maliens lavent leur honneur et retrouvent leur dignité, en redonnant au combat de libération ses lettres de noblesse.

## L'enjeu sous-jacent du conflit saharo sahélien

C'est que l'enjeu essentiel de la question saharo-sahélienne ne se joue pas à l'échelle locale. Il concerne l'économie mondiale et le redécoupage des zones d'influence entre les puissances internationales avec l'entrée en scène de nouveaux acteurs (américains, chinois, indiens) qui bousculent l'ancien paysage colonial.

L'accès convoité aux richesses minières (pétrole, gaz, uranium, or, phosphates) dont regorgent le Niger, la Libye, l'Algérie, et le Mali d'après des prospections plus récentes, est au centre de la bataille invisible qui se déroule dans le désert.

Sous couvert de lutte contre le terrorisme et de sigles abscons, African command ou Eufor (la force de déploiement rapide de l'Union européenne), le groupe atlantiste s'applique, en fait, à contrecarrer l'influence grandissante de la Chine sur le marché africain, au point d'avoir évincé en une décennie les puissances coloniales historiques sur le continent noir, Le Royaume Uni et la France.

Exclue du Traité de Partenariat trans-pacifique en voie de constitution sous l'égide des Etats-Unis, la Chine est en outre en butte à une offensive visant à contrecarrer son expansion, dont le signe le plus manifeste aura été le gel du financement des importants projets miniers chinois par la Banque Mondiale, doublé d'une manœuvre de contournement visant à accentuer la présence des firmes américaines en République Démocratique du Congo, considéré comme le plus riche en matières premières stratégiques du continent africain.

Le Coltàn

Dans un livre blanc de 2010, «Stratégie pour les minéraux indispensables aux Etats-Unis», Washington plaide, conjointement avec l'Union européenne, pour l'urgente nécessité de constituer des réserves de cobalt, du niobium, du tungstène et naturellement le Coltàn, indispensables pour la composition de matières de haute technologie. 80 pour cent des réserves mondiales du Coltàn se trouvent en République Démocratique du Congo (RDC-Kinshasa). Ressource stratégique essentielle au développement des nouvelles technologies, le Coltàn (par fusion des termes Columbio et Tantalio) entre dans la production des écrans plasma, des téléphones portables, des GPS, des missiles, des fusées spéciales, des appareils photos et des jeux Nintendo), dont les principaux bénéficiaires sont les grandes firmes électroniques et informatiques (Appel, Nokia, Siemens, Samsung).

La Chine est depuis 2009 le premier partenaire commercial de l'Afrique avec des échanges de l'ordre de 166,3 milliards de dollars, en augmentation de 83% par rapport à 2009. Les Chinois viennent d'annoncer un doublement à 20 milliards de dollars leurs crédits à l'Afrique, qui fait partie de la réserve stratégique des multinationales.

Soixante ans après l'indépendance de l'Afrique, Américains et les Européens, sur fond de lourd contentieux post colonial non purgé, continuent de gérer l'Afrique à travers leurs réseaux politico-affairistes et les institutions multilatérales (FMI et Banque mondiale). Le Mali a été ainsi contraint de se spécialiser dans la production de coton par la Banque mondiale, se plaçant en concurrence avec les producteurs de coton nord-américains qui bénéficient de subventions de la première puissance libérale. En contrechamp, la Chine, nullement philanthrope, mais infiniment plus perspicace, se présente aux Africains sans passif colonial, sans les pratiques craintes de la corruption des Djembés et des Mallettes, la marque de fabrique de la Françafrique.

## La déliquescence de l'Etat Malien.

Près de 195.000 personnes ont fui la zone des combats dans le septentrion malien.

Jamais pays n'a connu pareille décélération, où, en moins d'un semestre, le Mali s'est vu projeter dans une vertigineuse phase de fragmentation accélérée par la déliquescence de l'Etat et la régression de la société.

Tous les grands secteurs de l'Etat sont en panne, alors que la classe politique se délecte, en toute inconscience de ses querelles byzantines, que la famine menace, que le Pouvoir est déconnecté des réalités du pays, l'armée démotivée par le formidable étalage de sa cupidité, la population plongée dans la désespérance. Avec en prime, une fois le forfait accompli, le sauf conduit vers l'exil et le pardon du mutique ATT, principal responsable de ce chaos, en retraite tranquille à Dakar.

Classé parmi les pays les moins avancés de la planète, le Mali est en outre affligé d'un parlementarisme hérité des pratiques corrosives de la défunte IIIème République française, où près de quarante partis politiques se disputent les faveurs des électeurs maliens, sur fond d'accusation de népotisme, de corruption et de gabegie.

Un procès aurait sans doute démontré l'incurie administrative et l'impéritie politique; que le dispositif militaire déployé dans le Nord du Mali était factice de crainte d'un coup d'état contre le pouvoir à Bamako.

Que d'anciens diplomates en poste dans le Golfe se soient transformés en chef rebelles, tels Abder Raham Galla, ancien ambassadeur du Mali en Arabie saoudite, ou Yat Agali, ancien consul général à Djeddah, chef du mouvement «Ansar Eddine (les partisans de la religion) donnent la mesure du délitement moral de l'élite de la nation. Les prébendes et les sinécures ont pour fonction de calmer les appétits. Elles n'ont pas vocation à forger une conscience nationale.

Kadhafi, certes, a été depuis lors expédié ad patres dans des conditions ignominieuses, tant il est vrai qu'il n'est jamais sain de piétiner un homme à terre, mais Sarkozy et son satrape régional Wade n'ont pas été épargnés par le mauvais sort, projetés sans

ménagement dans les trappes de l'histoire, au même titre que les compères islamistes du volet médiatique de l'expédition de Libye, notamment Waddah Khanfar, directeur d'Al Jazira.

Quant au Qatar, 3ème larron de cette mascarade sanglante, il essuie camouflet sur camouflet avec le refus de visa infligé par la France à son prédicateur de service, Youssef Qaradawi, et le dégageant des chouchous français de l'opposition syrienne, Bourhane Ghalioune et Basma Kodmani, au profit d'un kurde, membre de cette communauté supplétive qui a déblayé la voie à une invasion américaine de l'Irak.

La talibanisation de la Libye sur le modèle Afghan tant redoutée lors de l'intervention atlantiste s'est en fait réalisée au Mali, un an plus tard. Tombouctou, « la cité des 333 saints », « la perle du désert », inscrite au patrimoine mondial par l'Unesco depuis 1988, a été la cible d'une opération de vandalisme dans la pure tradition talibane.

Douze ans après la destruction des Bouddhas de Bamyân, en Afghanistan, en mars 2001, leurs émules maliens d'Ansar Eddine se sont acharnés à coups de pioches sur neuf mausolées notamment Sidi Mahmoud, Sidi Moctar, Alpha Moya et celui de Cheikh el-Kébir, ainsi que deux mausolées de la grande Mosquée de Djingareyber (sud) et de Tombouctou. Fondée entre le XIe et le XIIe siècle, la cité abrite en outre près de 30 000 manuscrits datant du XIIe siècle.

## **L'insupportable mutisme d'ATT**

Si le coup de force des jeunes officiers maliens, à quarante jours des élections présidentielles, a plongé le pays dans une zone de forte turbulence, la gangrène qui ravage ses élites a précipité le Mali dans la décomposition, dans le silence tonitruant d'un des plus éminents responsables de ce gâchis.

Six mois après son éviction, Amadou Toumani Touré demeure taiseux, réfugié au Sénégal, à l'abri des regards de même que sa fortune. Six mois après le coup d'état qui a précipité le Mali dans une impasse tragique, le débat ne s'en impose pas moins, tant sur les responsabilités des divers protagonistes du drame malien que sur les conditions de transfert du pouvoir, que sur les voies et moyens à mettre en œuvre pour une sortie de crise.

Le transfert du pouvoir au Mali, en avril 2012, dans la foulée du putsch du 22 mars, s'est déroulé d'une manière incontestablement contraire à la constitution, particulièrement son article 36 en ce que la « démission » du président destitué, drôle d'oxymore, n'a pas été remise à une autorité nationale constitutionnellement qualifiée, mais à une instance extra nationale nullement habilitée.

Il constitue de ce fait un déni de droit, un signe manifeste de mépris à l'égard de l'ensemble des Maliens, qui déshonore son auteur en ce que ce transfert est apparu comme une abdication devant un comité ministériel d'une instance africaine sous forte tutelle américano française. Une parodie chargée d'une lourde signification symbolique. Un mauvais signal donné aux nouvelles générations maliennes et africaines pour leur édification civique.

Un Président de la République, ancien officier supérieur de l'armée malienne, de surcroît es-qualité, commandant en chef de l'armée, ne saurait bénéficier d'un sauf conduit l'exonérant de ce qui constitue sans nulle doute une « forfaiture » dans l'exercice de ses responsabilités constitutionnelles particulièrement à une période charnière de l'histoire de son pays, en phase de déstructuration.

Ne pas tenter de mater la rébellion à ses frontières, ne pas tenter de mater la sédition de son armée, démissionner devant une délégation de puissances étrangères –et non devant les autorités constitutionnelles de son pays–, se planquer avec son magot dans une ambassade étrangère en attendant son dégageant, sans la moindre explication sur son comportement, sans la moindre prise de parole publique sur le coup d'état qui l'a éjecté, sans la moindre excuse à son peuple qui lui a, par deux fois, fait confiance fondent la forfaiture, passible de poursuite pour haute trahison.

Un président digne de ce nom doit répondre de ses actes. La restitution des biens mal acquis accumulés au cours de ses 12 ans de mandat à la tête d'un pays qu'il n'a su défendre, ni en tant que citoyen, ni en tant qu'homme, ni en tant que commandant en chef, ni en tant que Président de la République est un impératif politique, une exigence morale, une mesure de salubrité publique.

Dommage collatéral de la déstabilisation de la Libye par l'alliance atlantique, le Mali est aussi victime des propres turpitudes de sa classe politico-militaire, qui aura été, dans une belle inconscience, le meilleur terreau au prosélytisme dogmatique de la branche la plus obscurantiste de l'Islam pétro monarchique, par ricochet, le meilleur propagateur de l'islamophobie à travers le monde.

Le président destitué du Mali, Amadou Toumani Touré, doit parler. Pas de paroles vaseuses, mais des propos d'un chef. ATT doit s'expliquer pour son honneur, pour la dignité de sa fonction, pour le respect dû à ses concitoyens et à son pays. Pour l'honneur du Mali et la dignité de l'Afrique. Sauf à demeurer à jamais « le planqué du Sénégal », une marque indélébile d'infamie. Pour l'éternité. Et la communauté internationale exiger sans retard des comptes du Qatar, le génie malfaisant du djihadisme erratique.